

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Roselyne LEFRANCOIS
- **Prénom**
Roselyne
- **Adresse**
Maison Internationale de Rennes 7 quai Chateaubriand 35000 RENNES
- **Raison sociale**
MOUVEMENT EUROPEEN ILLE ET VILAINE

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
"EUROPE: LA SOLIDARITE DES TERRITOIRES A L'EPREUVE"
- **Description de l'activité**
Il s'agit d'une journée de réflexion comportant exposés, témoignages, tables rondes, débats, ateliers avec restitutions.
- **Date et heure**
samedi 6 octobre 2018 de 9h30 à 17h30
- **Lieu**
Abbaye de Saint-Jacut 3 rue de l'Abbaye - 22750 Saint Jacut de la Mer
- **Nombre de participants**
40

- **Catégories de publics présents**
public plutôt europhile (adhérents ou sympathisants du ME-35, réseau de l'Abbaye de saint-Jacut ..). Absence de public "jeune" dans l'assistance.
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
 - * Guy BAUELLE, Professeur, Université de Rennes 2;
 - * Fabien CAZENAVE, Journaliste;
 - * Julien DEROIN, Chargé de programme, "European Democracy Lab", Berlin;
 - * Pauline GESSANT, Conseillère technique au Cabinet du Président, Métropole Européenne de Lille;
 - * Roselyne LEFRANÇOIS, Présidente du Mouvement européen Ille-et-Vilaine;
 - * Pierre-Yves MAHIEU, Maire de Cancale, Vice-président de Saint-Malo Agglomération;
 - * Pierre KARLESKIND, Vice-président chargé de la mer et des infrastructures portuaires, Région Bretagne.

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
 - * Comment appréhender les inégalités territoriales en Europe: quels sont les indicateurs socio-économiques qui façonnent la carte des écarts entre les territoires dans l'UE.
 - * La politique mise en place dans l'UE pour réduire les écarts entre territoires et promouvoir leur cohésion.
 - * Quelle est réellement la place de la notion de solidarité, confrontée aux objectifs de développement économique dans l'évolution de la politique dite de cohésion ?
 - * Quelles conceptions de la solidarité selon les pays et leurs cultures: comparaison franco-allemande avec une présentation du modèle allemand de solidarité territoriale.
 - * Illustration des champs possibles de la coopération européenne au niveau local à travers les politiques menées au niveau de la Métropole Européenne de Lille (coopération transfrontalière).
 - * Les enjeux pour la Région Bretagne de la nouvelle politique de cohésion de l'UE avec l'éligibilité au titre de région dite de transition.
 - * Un témoignage de la mise en place d'une action solidaire au niveau local : un pilotage de démocratie locale au service de l'accueil de migrants par la commune de Cancale.
 - * Les risques d'un Brexit "dur" pour certains secteurs d'activité de la Région Bretagne (pêche..)
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
 - * Interrogations sur le concept de solidarité dont les approches et les contenus diffèrent selon les cultures et l'histoire. C'est le cas notamment entre la France et l'Allemagne et notamment sur les rôles respectifs des individus et des institutions dans l'exercice de cette solidarité; le débat s'élargissant avec des interrogations sur l'hyper sensibilité allemande sur la question de la dette et les difficultés de son éventuelle

mutualisation.

* Débat sur la nature de la politique régionale de l'UE. Si elle exprime une certaine forme de solidarité inscrite dans les traités, elle a évolué vers des objectifs plus affirmés en terme de compétitivité des territoires qui doivent se prendre en main par la production de projets de développement économiques et sociaux en phase avec les priorités des politiques européennes. Au final la finalité de développement économique semble primer sur la solidarité, même si les deux concepts semblent en partie convergents.

* Expression d'un mécontentement sur l'opportunisme de certains pays européens très organisés dans la collecte des fonds de cohésion mais qui cherchent à s'affranchir des contraintes de la politique de l'UE (la Pologne est plus particulièrement ciblée au sein des PECO).

* Dénonciation d'une forme de rigidité dans l'interprétation faite par les hauts fonctionnaires européens (Commission) des priorités politiques de l'UE au détriment de l'adaptation au niveau local et de la prise en compte des réels besoins régionaux: illustration à travers la négociation sur le programme "Réseau haut débit" en Bretagne.

- **Pistes de proposition formulées**

* L'Europe des régions doit être considérée et développée en particulier pour tout ce qui concerne les politiques internes, là où les décisions doivent être prises au plus près des acteurs locaux et de leurs réalités. C'est aussi cette proximité qui permettra de mieux faire émerger une citoyenneté européenne. C'est aussi pourquoi toutes les coopérations locales doivent être encouragées au niveau européen car elles contribuent à faire vivre cette conscience européenne et éviter le repli sur soi (régions, collectivités, métropoles, associations...). Toutefois l'Etat doit conserver son rôle de régulateur dans les institutions de l'UE au risque d'avoir une Europe "atomisée". Le besoin d'une Europe forte et unie est crucial pour toutes les questions géostratégiques dans un monde globalisé.

* Prendre en compte les projets de développement spécifiques de l'identité économique et géographique d'une région: ex de la mer et des énergies renouvelables en Bretagne.

* L'ouverture des crédits des fonds de cohésion de la nouvelle politique vers toutes les régions (sous réserve de répondre aux priorités) est jugée positivement, car le développement de projets de pointe contribue à renforcer globalement l'UE au bénéfice également de ses composantes même moins développées.

* L'UE est un ensemble de droits et de devoirs. Concernant les pays qui remettent en cause les droits de l'homme, il est préférable, malgré l'inconfort de la situation, de ne pas couper l'attribution des fonds de cohésion. Les citoyens de ces pays en seraient les premières victimes et cette situation pourrait renforcer les conflits.

* Soutenir et développer l'engagement de la société civile à travers les associations, les organisations représentatives pour éclairer le processus de décision politique.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**
[Not answered]

